



Département du Bas-Rhin

SIVOS « LES JARDINS DE L'ABBAYE »

Arrondissement de Saverne

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PUBLIC DU COMITE SYNDICAL DU 22
NOVEMBRE 2023**

PRESIDENT : M.AIME DANGELSER
NOMBRE DE DELEGUES EN EXERCICE AU JOUR DE LA SEANCE : 22
PRESENTS : 13
ABSENTS : 9
ABSENTS EXCUSES : 3
DATE DE CONVOCATION : 07 NOVEMBRE 2023
SECRETAIRE DE SEANCE ELU : RICHART CELINE

NOMBRE DE VOTANTS PRESENTS A LA SEANCE : 9/ 11 — LE QUORUM EST ATTEINT

MEMBRES PRESENTS : GEORGER FREDERIC, KALCK CHRISTOPHE, OELSCHLAGER GABRIEL, CAPINHA JOSE, HUSSER CEDRIC, SEVERIN JUSTINE, DAUL HELENE, RICHART CELINE, KUNTZ DAVID, LERCH JOSEPH, BOHL BRIGITTE, DANGELSER AIME, BUCHEL VIRGINIE,

MEMBRES EXCUSES : WEIL JEAN CLAUDE, WILLEM FRANCOIS, SCHORR GUILLAUME

PROCURATION :
SCHORR GUILLAUME DONNE PROCURATION A DAUL HELENE,

ADMINISTRATION :
THOMAS SHARON

LA SEANCE EST OUVERTE A 19H00

ORDRE DU JOUR

2023-21 Désignation du secrétaire de séance
2023-22 Approbation du PV du 14 Juin 2023
2023-23 Ressources Humaines : Adhésion au contrat groupe assurance statutaire
2023-24 Ressources Humaines : Revalorisation de la participation employeur prévoyance
2023-25 Marché Public : Approbation de la nouvelle convention d'adhésion à la plateforme Alsace Marchés Publics
2023-26 Divers
2023-27 Informations

2023-21 - Désignation d'un secrétaire de séance

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Désigne

- Mme RICHART Céline comme secrétaire de séance.

2023-22 - Approbation du PV du 14 Juin 2023

Le procès-verbal de la séance du 14 Juin 2023 a été adressé aux membres du Comité Syndical avant la présente séance.

Il ne soulève aucune objection et est adopté avec 9 voix pour et 1 abstention (Virginie BUCHEL) dans la forme et la rédaction proposées.

2023-23 Ressources Humaines : Adhésion au contrat groupe assurance statutaire

ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU CDG67 « Petit Marché »

- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 26, non encore codifié ;
- Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;
- Vu le contrat d'assurance des risques statutaire mis en place par le Centre de Gestion du Bas-Rhin au 1^{er} janvier 2024, en application de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Considérant que :

Le Centre de Gestion du Bas-Rhin a mis en place un contrat d'assurance des risques statutaire, pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2027, à destination des collectivités et établissements du département.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adhérer à la proposition du Centre de Gestion du Bas-Rhin de contrat d'assurance des risques statutaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Assureur : GMF VIE ;**
- **Courtier : RELYENS SPS ;**
- **Durée du contrat : 4 ans avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2024 ;**
- **Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois ;**
- **Contrat en capitalisation ;**
- **Respect du statut dans son intégralité (notamment prise en compte du remboursement des frais médicaux aux frais réels, pas d'exclusion de risques) à l'exception du décès pour lequel seuls les éléments intégrés à l'assiette de cotisation seront indemnisés ;**
- **Base de remboursement couvrant les obligations statutaires de l'employeur à l'égard de ses agents à l'exception du décès pour lequel seuls les éléments intégrés à l'assiette de cotisation seront pris en charge**

DECIDE de s'assurer pour les garanties :

- **CNRACL :**

Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) affiliés à la CNRACL :

- **Risques garantis : Décès, Congé pour invalidité temporaire imputable au service, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité (y compris les congés pathologiques, adoption, paternité et accueil de l'enfant), Temps partiel thérapeutique, Disponibilité d'office, Invalidité temporaire, Infirmité de guerre et maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations ;**
- **Conditions : 4,63% de la masse salariale assurée avec une franchise de 20 jours fixe par arrêt sur l'ensemble des indemnités journalières des garanties Congé pour invalidité temporaire imputable au service, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité.**

- **IRCANTEC :**

Agents Titulaires ou Stagiaires non-affiliés à la CNRACL et des Agents Non-Titulaires

- **Risques garantis : Congé pour invalidité temporaire imputable au service, Grave Maladie, Maternité (y compris les congés pathologiques, adoption, paternité et accueil de l'enfant), Maladie ordinaire, Temps partiel thérapeutique ;**
- **Conditions : 1,27% de la masse salariale assurée avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire.**

APPROUVE que chaque collectivité ou chaque établissement public adhérent au contrat groupe d'assurance statutaire proposé par le Centre de Gestion sera redevable au Centre de Gestion d'une contribution « assurance statutaire » fixée comme suit et selon les modalités suivantes :

- **Taux : 3%**
- **Assiette : le montant des cotisations acquittées par la collectivité ou l'établissement public auprès de l'assureur dans le cadre du marché.**
- **Modalités : le recouvrement sera émis sur l'année n+1 sur la base des cotisations acquittées par les collectivités sur l'année (n).**

AUTORISE le Président à signer la convention et les documents s'y rapportant.

2023-24 Ressources Humaines : Revalorisation de la participation employeur prévoyance

Le Président informe l'assemblée, qu'à la suite des augmentations successive des cotisations de prévoyance, il est proposé de revaloriser la participation employeur à 20€ mensuel par agent.

L'avis du CST étant requis, le point fera l'objet d'une délibération lors de la prochaine séance.

Le Comité Syndical, **décide d'adopter le montant proposé et charge l'administration de préparer le dossier à soumettre au CST.**

2023 – 25 Marché Public : Approbation de la nouvelle convention d'adhésion à la plateforme Alsace Marchés Publics

La plateforme dénommée « Alsace Marchés Publics » (alsacemarchespublics.eu) est un profil d'acheteur mutualisé dédié à la passation des marchés publics (article L. 2132-2 Code de la commande publique) géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :

- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

Cette plateforme est opérationnelle depuis le 1^{er} octobre 2012 et son utilisation a été ouverte aux collectivités alsaciennes en 2013 : elle référence en 2020 près de 500 entités utilisatrices et 20 000 entreprises.

Alsace Marchés Publics est aujourd'hui un profil d'acheteur permettant de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics posées par l'article L. 2132-2 et les annexes 7 et 8 du Code de la commande publique.

La dématérialisation des procédures constitue aujourd'hui un enjeu majeur de l'amélioration des achats publics, car elle permet de faciliter l'accès des entreprises aux mises en concurrence et d'assurer les obligations de transparence de la commande publique. A cet effet, la plateforme Alsace Marchés Publics est le principal guichet d'accès à la commande publique en Alsace pour les entreprises.

A l'heure actuelle, près de 500 entités utilisent la plateforme AMP à titre gratuit. Elle permet à ces entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil d'acheteur conformément à la réglementation relative aux marchés publics en vigueur
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres
- Partager les expériences entre acheteurs

Il est proposé au conseil municipal/communautaire d'adhérer à cette plateforme pour répondre aux besoins de la collectivité du SIVOS les Jardins de l'Abbaye.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) assure la coordination du groupement de commandes constitué entre la Collectivité européenne d'Alsace, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace agglomération et les membres contributeurs en vue de la passation de plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'hébergement, le fonctionnement et la maintenance, les développements et l'acquisition de services associés de la plateforme mutualisée de dématérialisation des contrats de la commande publique « Alsace Marchés Publics ».

L'adhésion se fait par approbation d'une convention d'une durée allant jusqu'au

31/01/2024, reconductible. Une charte d'utilisation définit les règles d'utilisation de la plateforme ainsi que les différentes responsabilités de l'ensemble des utilisateurs.

Cette convention est conclue avec la CeA en vertu du mandat qui lui est confié par les membres fondateurs du groupement de commande pour signer les conventions d'adhésion avec tous les nouveaux adhérents en leur nom et pour leur compte.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la convention sont utilisables par l'adhérent à titre gratuit. L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la convention.

Le Comité Syndical après avoir délibéré :

- Décide d'adhérer à la plateforme « Alsace Marchés Publics » en tant qu'entité utilisatrice à titre gratuit
- Approuve les termes de la convention d'adhésion à la plateforme « Alsace Marchés Publics » et de la charte d'utilisation des services jointes toutes deux en annexe à la présente délibération
- Autorise le Président à signer la convention d'adhésion
- Autorise le Président à signer la charte d'utilisation

2023-26 – Finances : Prise en charge exceptionnel au compte 6067

Le président fait le point de situation auprès de l'assemblée. La présente délibération a pour objet la prise en charge exceptionnel de frais de fournitures scolaires en dépassement du budget annuel allouée sur le compte 6067.

Vu la Délibération 2018-34,

Pour rappel, la situation financière au compte 6067 du Budget 2023 :

Crédits attribués	Réalisé au 01/11/2023	Disponible	Reste à payer	Reste
14 000,00€	13 084,08€	1 697,92€	3 755,95€	- 2 058,03€

- **Le Comité Syndical après en avoir délibéré, sur proposition du bureau, DECIDE,**
- **De prendre en charge à titre exceptionnel les factures et autorise le président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.**

2023-27 Ressources Humaines : mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Le Président informe les membres présents qu'il y a lieu de se concerter sur les modalités d'attribution de la prime de pouvoir d'achat afin de préparer le dossier à soumettre au CST. La présente délibération projet sera transmise à la commission pour avis, et fera ensuite l'objet d'une délibération par la Comité Syndical lors de la prochaine séance.

- **Délibération Projet à soumettre au CST après concertation des membres présents :**

Sur rapport, Monsieur le Président,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du ;

Vu le tableau des effectifs ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique territoriale ayant perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer, dans les limites prévues pour les fonctionnaires de l'Etat, le régime indemnitaire ;

Considérant que le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 précité prévoit qu'il revient à l'organe délibérant de fixer certaines modalités d'application de la prime de pouvoir d'achat, notamment le montant de cette prime déterminée en fonction de la rémunération brute perçue par les agents sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

DECIDE

Article 1^{er} : D'Instituer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans les conditions fixées par le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale et la présente délibération. Cette prime n'est pas reconductible.

Article 2 : Le barème des montants de la prime est fixé comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 € / (Max : 800€)
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 € / (Max : 700€)
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600€ / (Max : 600€)
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500€ / (Max : 500€)
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400€ / (Max : 400€)
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350€ / (Max : 350€)
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300€ / (Max : 300€)

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi de l'agent sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Article 3 : La prime est versée en une fois. La prime doit être intégralement versée avant le 30 juin 2024.

Article 4 : D'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle au budget de la collectivité et charge l'autorité territoriale de procéder aux attributions individuelles par arrêté individuel en tenant compte des conditions de versement fixées par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 précité et arrêtées par la présente délibération.

2023-28 DIVERS

2023-28) - 1 Devis pour 3 défibrillateurs pour un montant de 7 833,60€

2023-28) - 2 Devis Changement de la gâche et divers travaux 154,80€ + 733,50€

2023-28) – 3 Devis film occultant vitre 880,95€

- **Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE,**
- De valider l'ensemble des devis présentés.
 - De charger le Président des formalités administratives et comptables s'y affèrent.

2023-29 Informations

2023-29) – Repas du personnel organisé le 26 Janvier à LOCHWILLER.

2023-29) – Le projet d'accès PMR est abandonné pour le moment, le SIVOS disposant de 2 bâtiments de plain-pied permettant à un enfant à mobilité réduite de faire toute sa scolarité sans problème d'accessibilité.

2023-29) – Une réunion avec la Région est organisée Mardi 28 Novembre à 19H pour échanger à propos du transport scolaire.

2023-29) – Il est proposé de refaire le formulaire d'inscription à l'alerte SMS en mentionnant la possibilité d'être radié de la liste et également d'inscrire 2 numéros de téléphone maximum.

2023-29) – Il y a lieu de faire un sondage pour connaître la fréquence d'utilisation des tapis de gym par les élèves de l'école.

La séance est levée à 20H10

La secrétaire de séance, Mme RICHART Céline.

